

# Ce que serait une France dirigée par Philippe de Villiers



Programme électoral de Philippe de Villiers, candidat à l'élection présidentielle de 2007, intitulé « Notre projet politique pour la France », le 1<sup>er</sup> mars 2007. Il était alors président du Mouvement pour la France.

## **Libérer le travail**

Plus de travail, moins d'impôts ! Entre la mondialisation sauvage et le carcan fiscal et réglementaire qui pèsent sur elles, les entreprises sont entravées. Il faut protéger le travail de la mondialisation, le libérer et le promouvoir en privilégiant les artisans, les commerçants et les PME enracinées. C'est briser les chaînes de la réglementation pour soutenir les créations d'entreprise. C'est mettre en place un patriotisme fiscal. La baisse des charges qui pèsent sur les PME-PMI permettra la création d'un million d'emplois en douze mois.

Privilégier les artisans et les commerçants sur les grandes surfaces. Favoriser la création de PME et de TPE dans le monde rural contre la désertification. Protéger le travail, c'est défendre nos entreprises face à la mondialisation et à une concurrence déloyale et encourager la conquête de marchés étrangers.

Protéger le travail, c'est instaurer des tarifs douaniers protecteurs mais fluctuants aux frontières de l'Europe, car l'Union européenne est l'union commerciale la moins protégée du monde. C'est faire peser une partie des charges sociales sur les importations et sur les entreprises des pays qui n'imposent pas les mêmes contraintes sociales que les nôtres. Aujourd'hui, l'impôt pèse sur la production française. Avec la TVA sociale, l'impôt pèsera sur la production étrangère. Protéger le travail, c'est mettre un terme à la dissociation du capital (qui prospère à Paris) et du travail (qui part en Chine). C'est soumettre la Banque centrale européenne aux pouvoirs politiques afin de relancer nos exportations pénalisées par une monnaie forte. C'est mettre en place une politique nationale par une réglementation protectrice sur le modèle américain (Trade Act, section 301) qui interdit toute prise de contrôle étrangère d'un secteur stratégique.

**Récompenser le travail, c'est donner la priorité au pouvoir d'achat.** C'est permettre aux Français de travailler autant qu'ils le souhaitent. Abroger les 35 heures pour augmenter le pouvoir d'achat des travailleurs. Donner la priorité au pouvoir d'achat, c'est limiter les prélèvements obligatoires et faire baisser la dépense publique en mettant fin au cycle infernal dépense-déficit-dette. Libérer l'âge de la retraite.

Soutenir l'emploi et l'initiative, c'est appliquer le principe d'égalité entre tous les citoyens. Protéger nos compatriotes et accorder une priorité aux Français ! Harmoniser les régimes de retraite public-privé. Abolir les régimes spéciaux. Préférer l'artisanat à l'assistanat et promouvoir la responsabilité. Transformer l'assistanat en revenu du travail

soumis à une activité sociale, associative ou humanitaire d'intérêt national ou local.

Mettre en place un reclassement efficace des chômeurs. Stopper le versement de l'allocation à ceux qui refusent deux fois de suite une offre qui correspond à leur profil, leur formation et leur zone géographique. Supprimer le monopole de l'ANPE en créant des agences pour l'emploi par branches d'activité favorisant l'initiative privée. C'est la priorité citoyenne à l'embauche et l'accès au logement. C'est encourager l'emploi et l'initiative en protégeant nos compatriotes ! Favoriser l'épargne salariale pour un complément de retraite en défiscalisant les placements vers les PME. Établir la pension de reversion à 100 % de la retraite du conjoint.

Favoriser la cessation progressive d'activité, la retraite à temps partiel associant pension et revenu.

**Stopper les flux migratoires, mettre fin à l'islamisation de la France.**

La France n'a plus les moyens d'accueillir des immigrants. Elle n'a d'autre choix que l'immigration zéro, une politique de fermeté des populations installées sur notre sol et la fin du regroupement familial. Rétablir les contrôles aux frontières et organiser une politique de retour dans les pays d'origine. C'est la fin de l'acquisition automatique de la nationalité. C'est réformer le droit du sol. C'est proscrire la double nationalité.

Subordonner l'acquisition de la nationalité à une assimilation réelle (connaissance de la langue, des valeurs républicaines, le respect des mœurs). C'est la fermeté contre les délinquants étrangers. C'est rétablir la double peine abolie par Sarkozy. Recréer un creuset civique en instaurant un service patriote, un service militaire modernisé pour les jeunes Français, avec mise à la disposition des pompiers, de la sécurité civile...

**L'immigration zéro, c'est la lutte contre les clandestins.**

Mettre fin aux droits exorbitants des sans-papiers (aide médicale d'État, couverture maladie universelle sans ticket modérateur, inscription dans les écoles, etc.). Expulser les clandestins, c'est la lutte contre ceux qui soutiennent ou utilisent les clandestins. Punir systématiquement les employeurs qui ont recours aux sans-papiers comme main-d'œuvre clandestine. Dissoudre les associations dont l'objet est d'aider les clandestins à échapper aux expulsions. Sanctionner tout appel à la désobéissance civile ou toute action visant à empêcher l'application des lois.

### **Une grande politique familiale nationale.**

Premier cadre d'éducation, les familles assurent une mission d'intérêt national qui n'est plus valorisée à la hauteur de leur contribution à la stabilité de la société. Redonner aux familles la place qui leur est due (les droits) et les rappeler à leurs responsabilités (les devoirs) c'est une priorité. Rendre les familles responsables, c'est soumettre le versement des allocations familiales au respect par les parents de leurs devoirs vis-à-vis de la société. Suspendre (supprimer, dans les cas graves) les allocations familiales pour les parents coupables de manquements graves dans l'éducation de leur(s) enfant(s). Reconnaître la mission des familles, c'est défendre le statut du mariage. Inscrire le mariage dans la Constitution comme étant l'alliance d'un homme et d'une femme dans le but de former une famille, gage d'une stabilité utile à la société.

Instaurer une politique familiale à part entière. Créer un ministère de la Famille, c'est donner la priorité aux familles françaises et réserver les allocations familiales aux familles de nationalité française au service d'une politique démographique nationale. C'est reconnaître financièrement leur apport à la société. Instaurer un revenu parental d'éducation (RPE) ouvrant droit à la retraite. C'est favoriser le 3<sup>e</sup> enfant en instituant un quotient familial pour les retraites. C'est

favoriser l'accès des familles à la propriété, gage d'une stabilité.

C'est la reconnaissance par l'État des apports des familles au bien commun. Fixer un quotient familial pour les retraites (à partir du 3<sup>e</sup> enfant, chaque enfant donne droit à une demi-cotisation supplémentaire).

Une politique familiale pour soutenir l'institution du mariage par une politique d'incitation fiscale.

**Prolongement de la famille, l'école est un rouage essentiel du redressement national.**

Recentrer l'école sur ses missions premières, reconquérir l'autorité des maîtres et cesser de les utiliser comme des animateurs sociaux. Il faut recentrer l'école sur la transmission des savoirs, la promotion du civisme, le rayonnement de la culture nationale. C'est engager l'école sur la voie du mérite et de l'effort.

C'est instaurer un vrai système de notation strict et sélectif. C'est supprimer la carte scolaire pour permettre aux familles de choisir l'établissement de leur(s) enfant(s).

Supprimer les IUFM qui ôtent toute autorité aux professeurs transformés en gentils animateurs et les remplacer par des instituts de formation d'un haut niveau d'exigence. C'est favoriser l'émulation. C'est rétablir des pédagogies efficaces. C'est rétablir l'autorité des savoirs et du savoir-vivre. Rétablir l'autorité des savoirs, c'est remplacer l'objectif de 100 % de bacheliers par celui de 100 % de qualifiés. Favoriser l'apprentissage et les filières professionnelles. Rétablir l'autorité du savoir-vivre, c'est imposer une discipline à l'école.

Recentrer l'école sur ses missions premières, c'est promouvoir les valeurs et la culture nationales. C'est refuser un enseignement multiculturel et proscrire le multiculturalisme

dans les programmes. Réformer les programmes d'instruction civique qui culpabilisent les jeunes Français et privilégient la repentance sur la grandeur de la France. C'est transmettre les valeurs patriotiques à l'école et la nécessaire fierté nationale. Créer un enseignement de la culture française enracinée et libérée du culturellement correct made in USA.

### **Rétablir l'État : Unité, fermeté et sécurité.**

Garant du caractère indivisible de la République, une nation sans État, c'est le patriotisme qui s'étirole. Rétablir l'autorité de l'État, c'est rétablir son unité (face au communautarisme), sa fermeté (face aux féodalités syndicales), c'est rétablir l'autorité de ses lois mises en œuvre par une administration efficace et sanctionnées par une justice équitable. L'unité de l'État, c'est le refus de tout communautarisme.

C'est le rejet de toute ingérence étrangère, politique, culturelle sur le sol national. Instaurer une Charte des mosquées pour soumettre l'islam aux principes et aux lois de la République (condamnation de la polygamie, reconnaissance de la laïcité, affirmation de l'égalité homme-femme, interdiction des financements étrangers). L'unité de l'État, c'est le refus d'un État dans l'État. Dissoudre le Conseil français du culte musulman (CFCM). Interdire le financement public des mosquées et le détournement par les collectivités locales de la loi sur la laïcité (qui subventionnent des lieux culturels abritant des mosquées dans leurs murs).

**Un État ferme assure la sécurité des Français.** C'est refuser le laxisme. Supprimer l'ordonnance de 1945 sur les mineurs délinquants. C'est responsabiliser pénalement les jeunes et socialement les familles.

Sanctionner les primo-délinquants pour prévenir la récidive. Recréer des maisons de correction. La pédagogie de la sanction, c'est exiger par la loi une peine certaine pour tous

les délits et une vraie perpétuité. Un État qui assure la sécurité, c'est une justice efficace, équitable et neutre pour interdire la syndicalisation et la politisation des juges. Un État ferme, c'est un État qui ne cède pas à la rue ou aux minorités agissantes.

C'est un État libéré de la pression syndicale. Supprimer le monopole syndical (loi de 1946) pour un vrai dialogue social. Supprimer le financement public des syndicats qui vivent des cotisations des adhérents.

C'est restaurer le droit au travail. C'est encadrer le droit de grève en le soumettant à un vote à bulletin secret et un service minimum dans les transports. Recréer un patriotisme référendaire avec des référendums sur les grands sujets de société (éducation, immigration, etc.) et un référendum d'initiative populaire.

**Un État respecté, ce sont les Français réellement représentés.** Un État respecté, ce sont des élus respectables (et pas de socialistes LREM corrompus). C'est rendre inéligible à vie tout élu condamné pour corruption. Supprimer l'immunité parlementaire et l'amnistie pour tous les hommes politiques corrompus.

Une fonction publique au service des Français, c'est une fonction publique déployée dans le monde rural. Orienter les administrations vers la ruralité afin de rééquilibrer les territoires. C'est une fonction publique efficace avec une obligation de résultat. Améliorer la rémunération des fonctionnaires au mérite surtout en refusant les intrigues syndicales pour détourner la rémunération au mérite au profit des copains corrompus.

**Thierry Michaud-Nérard**